

LETTRE



Solidarité
Laïque

ÉDITO



Carole Coupez

Déléguée Générale Adjointe
de Solidarité Laïque

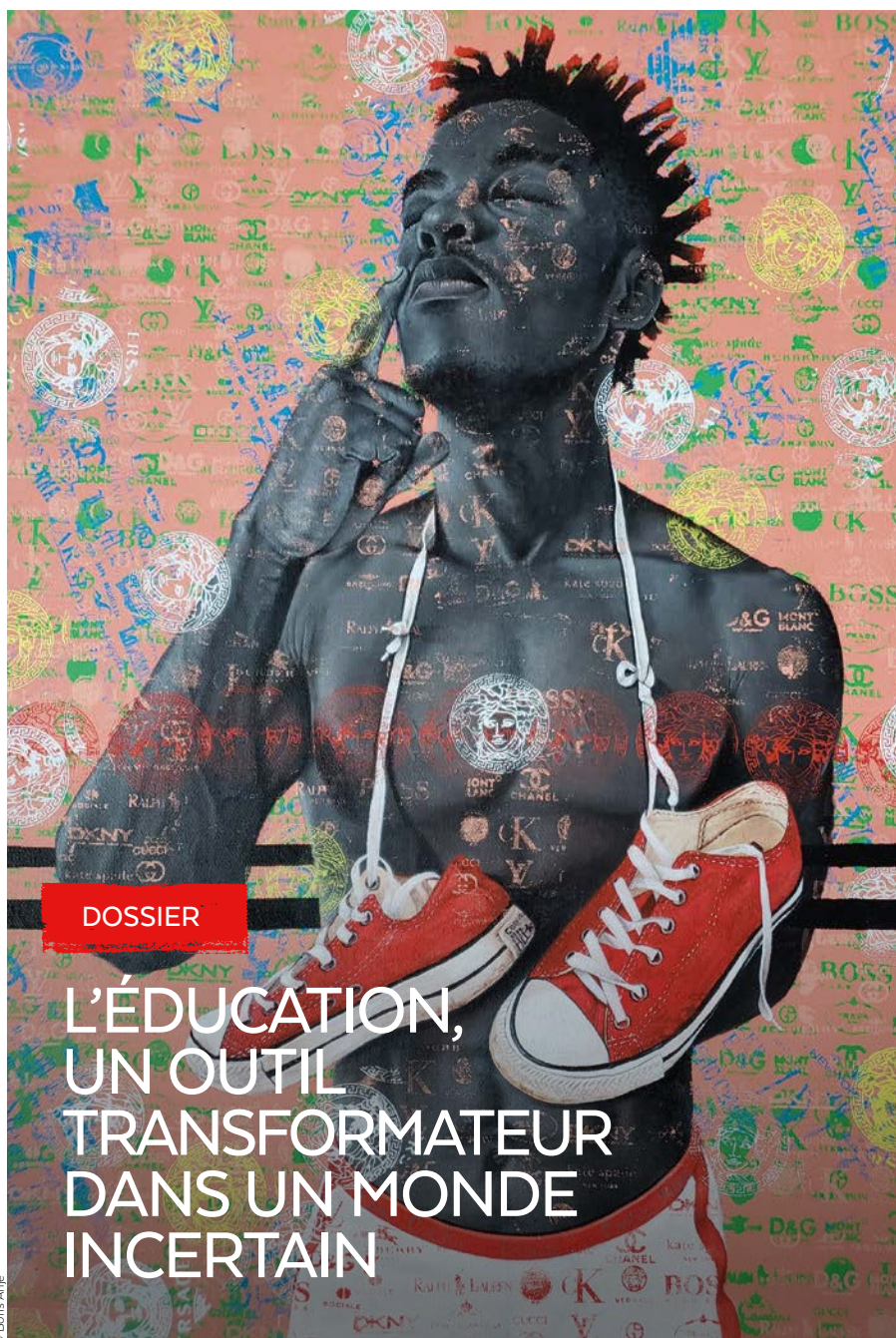
Une rentrée ESSENTIELLE

Septembre 2021 : c'est une deuxième rentrée particulière dans le monde. La COVID-19 a touché près d'un milliard d'apprenant.e.s et d'élèves ; pour certains, l'exclusion scolaire est déjà réelle, avec le risque d'une exclusion sociale durable. Le Droit à l'éducation recule à l'échelle mondiale, certains États ont dé-priorisé ce bien commun de leurs budgets nationaux et le travail des enfants a augmenté pour la première fois depuis deux décennies. C'est donc bien une rentrée de l'urgence, mais l'éducation - arme contre les obscurantismes et pour relever les défis mondiaux (santé, climat...), outil pour sortir de la précarité, gagner en autonomie, construire sa vie et une société plus inclusive - a déjà prouvé ses capacités à gérer les situations de crise.

Nous plaçons pour l'accès de Toutes et Tous, jeunes comme adultes, à une éducation publique de qualité, seule garante d'une société égalitaire et engagée contre les discriminations. Une éducation émancipatrice qui permet de développer des pensées singulières et de l'intelligence collective. C'est précisément le rôle de l'éducation à la citoyenneté mondiale que vous présente le dossier central de cette Lettre. Comment notre travail éducatif peut-il contribuer à faire face aux crises et à en tirer des enseignements ? En quoi l'éducation nous permet-elle de garder du sens dans un monde instable ? Les crises profondes que l'on a connues dans le passé recèlent un énorme potentiel de changement systémique. L'éducation a un puissant rôle à y jouer, comme outil transformateur et progressif pour un monde plus juste.

Boris Anje, artiste Camerounais, réalise des peintures néo-pop art qui ajoutent un style fougueux à l'élégance naturelle de ses modèles, tout en soulignant l'influence omniprésente de la culture de consommation.

La Lettre de Solidarité Laïque N° 74. 3^e trimestre 2021 - Abonnement 20 € - Directrice de la publication : Anne-Marie Harster. Solidarité Laïque : 22 rue Corvisart - 75013 Paris - Tél. : 01 45 35 13 13 - Dépôt légal : août 2020 - Numéro ISSN 1298 714 X - Impression : IJB Bonduees - Suivez nos actualités sur solidarite-laique.org



DOSSIER

L'ÉDUCATION,
UN OUTIL
TRANSFORMATEUR
DANS UN MONDE
INCERTAIN

Plaidoyer **PANORAMA MONDIAL SUR LES IMPACTS DE LA COVID-19 SUR L'ÉDUCATION**



© GCE One Billion Voices For Education - RDC

Au plus fort de la pandémie de COVID-19, on estime que 1,5 milliard d'apprenants ont vu leur éducation perturbée ou arrêtée^[1]. Dans un contexte de crise dévastatrice pour les systèmes éducatifs, les défis liés au financement public et la pression croissante sur les ressources des services publics se traduisent par une moindre priorisation de l'éducation.

Alors que certain.e.s apprenant.e.s sont retourné.e.s à l'école, la pandémie a aggravé l'exclusion scolaire et, par conséquent, l'exclusion sociale de nombreux enfants et jeunes, vivant dans des contextes de précarité et de vulnérabilité, compromettant des décennies d'efforts pour l'éducation pour toutes et tous.

IMPACT SUR LES APPRENANTS ET LES DROITS

Selon l'UNESCO, 73 % des enfants et des jeunes de 8 à 19 ans scolarisé.e.s avant la pandémie ont vu leurs établissements fermés et 13 % d'entre eux ont été totalement privé.e.s d'éducation. Cette année, plus d'un milliard d'élèves du pré-primaire au secondaire, soit deux tiers de la population scolaire mondiale, se sont retrouvé.e.s sans école ou en situation d'incertitude. Ces chiffres s'ajoutent aux centaines de millions d'enfants qui n'étaient déjà pas scolarisé.e.s avant la crise de la COVID-19. La pandémie a frappé de plein fouet les plus vulnérables : enfants en situation de handicap, filles et adolescentes, personnes déplacées, issues de milieux pauvres et ruraux,

etc. Privé.e.s d'écoles et d'apprentissages, ces enfants et ces jeunes se sont retrouvé.e.s dépourvu.e.s de protection sociale, d'accès à l'hygiène et à l'alimentation et exposé.e.s à diverses formes de violences – y compris de genre – et d'exploitation. **Cette crise, bien plus que sanitaire, a révélé l'interaction entre le droit à l'éducation et les droits des enfants. Elle a aussi montré que l'équité dans l'accès à l'école, comme à l'éducation numérique, n'est possible qu'avec des services publics accessibles et offerts à tous.**

IMPACTS SUR LES APPRENTISSAGES ET LA QUALITÉ

La fermeture des écoles est une « catastrophe générationnelle » selon l'UNESCO qui a produit une étude statistique sur les apprentissages^[2]. Avant la pandémie, le nombre d'enfants acquérant les compétences de base en lecture était en augmentation croissante ; depuis, on enregistre un recul de 20 %. 100 millions d'enfants de plus que l'année dernière se retrouvent en difficulté scolaire, soit au total 584 millions d'enfants. Et les statistiques – possibles seulement là où il y a eu une « reprise » scolaire – ne permettent pas d'appréhender les effets à plus long terme sur la qualité de l'éducation. **L'étude alerte sur le fait que si des mesures exceptionnelles de rattrapage ne sont pas mises en œuvre rapidement, le retour à la situation scolaire d'avant la pandémie pourrait prendre une décennie !**

IMPACT SUR LE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION ET LA PRIORISATION DES POLITIQUES D'ÉDUCATION

Malgré ces inquiétudes sur les apprentissages et l'impact sur les conditions sociales mais aussi psychiques des apprenants, 65 % des gouvernements des pays à faible revenu ont réduit leur budget pour l'éducation. De plus, l'éducation est restée globalement absente des réponses à la pandémie, non seulement en terme de prévention et de protection des enfants, des apprenants et des citoyens, mais également au niveau de la réponse financière à la COVID-19 : seulement 0,78 % (soit 96 milliards \$) des plans de relance au niveau mondial ont bénéficié à l'éducation. **La COVID-19 pourrait augmenter le déficit de financement annuel de l'éducation dans les pays les plus pauvres avec le risque de voir des générations entières sacrifiées et de nombreux nouveaux exclus de l'éducation.**

L'APPEL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE MONDIALE « UN MILLIARD DE VOIX POUR L'ÉDUCATION ! »^[3]

Le monde se trouve à un tournant ; ce recul considérable des progrès réalisés au cours des dernières décennies aura des effets dramatiques sur l'Objectif de développement durable 4 (ODD 4) « Éducation » ainsi que sur de nombreux autres ODD à atteindre d'ici à 2030. **L'éducation doit être une priorité des gouvernements et doit être vue, non pas comme une aide au développement, mais comme un vecteur fondamental de développement durable et sociétal pour toutes et tous.**

Ensemble, réaffirmons la nécessité d'une éducation de qualité pour toutes et tous, gratuite, équitable et inclusive ! ■

[1] UNESCO, 2020, <https://fr.unesco.org/news/continuite-pedagogique-racontez-lunesco-comment-vousvous-adaptez-fermeture-ecoles-due-au-covid>

[2] http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/covid-19_interruptions_to_learning_-_final.pdf

[3] Cet Appel à l'action a été élaboré par le mouvement de la Campagne mondiale pour l'Éducation (CME), ses partenaires et militants. Il soutient et réaffirme l'Appel à l'action pour le financement de l'Éducation après la Covid signé par 190 organisations de 55 pays, dont Solidarité Laïque, membre de la Coalition éducation, relais de la CME en France.



L'éducation n'est pas figée, c'est une matière vivante, toujours en mouvement, qui nous invite à questionner nos pratiques inlassablement. (cf. p5)

L'ÉDUCATION, UN OUTIL TRANSFORMATEUR DANS UN MONDE INCERTAIN

L'éducation, ce n'est pas uniquement savoir lire, écrire, compter... C'est aussi apprendre à penser librement et à se situer comme citoyen.ne dans son environnement, « du local » au monde.

Le rôle de l'éducation est fondamental pour développer des compétences et des capacités qui dépassent les savoirs scientifiques ou lettrés et apporter des compétences (sociales, civiques, interculturelles...) nécessaires à la participation citoyenne. Il l'est d'autant plus dans un monde de plus en plus complexe et instable (cf p.4).

Le concept d'éducation à la citoyenneté mondiale (ou éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, date des années 80-

90. Désormais répandu et appelé à être priorisé par les gouvernements dans les politiques éducatives mondiales, notamment grâce à l'UNESCO, il est présent dans les premiers statuts de Solidarité Laïque, comme mission sociale à part entière (« la mise en œuvre d'une éducation qui favorise la compréhension humaine, l'esprit associatif, mutualiste, syndicaliste et coopératif, une conscience civique mondiale »^[1]).

Concept moderne et déjà transdisciplinaire selon les mots d'Edgar Morin qui en 1999, proposait « *Les Sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur* »^[2], pour permettre aux élèves de saisir les problèmes contemporains dans toute leur globalité et leur complexité et « relier la

condition humaine et l'identité terrienne ». Nous retenons prioritairement le savoir pour « affronter les incertitudes » et « enseigner la compréhension » d'autrui, indispensable pour bien vivre ensemble.

Pour cela nous créons, ici et là-bas, des « espaces pour penser », apprendre le collectif mais aussi le doute, valeur fondamentale, et y incorporer la culture, l'art et tous les moyens d'expression, toutes les modalités d'actions. **Nous avons à apprendre de toutes les approches éducatives.**

Pour Solidarité Laïque, à la fois éducateur et réseau collectif apprenant, c'est une responsabilité quasi professionnelle : **le développement de l'esprit critique par l'éducation, pour accéder à l'émancipation. Il s'agit de permettre de développer à la fois des pensées singulières et de l'intelligence collective. Plus éduqué.e.s aujourd'hui, plus libres demain. ■**

[1] Charte de Solidarité Laïque

[2] *Les Sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur*

1/ Les cécités de la connaissance : l'erreur et l'illusion ;

2/ Les principes d'une connaissance pertinente ;

3/ Enseigner la condition humaine ;

4/ Enseigner l'identité terrienne ;

5/ Affronter les incertitudes ;

6/ Enseigner la compréhension ;

7/ L'éthique du genre humain.

Éducation populaire et collective

OUI, L'ESPRIT COLLECTIF ÇA S'APPREND !

L'individualisme exacerbé de nos sociétés ravage aujourd'hui la planète : réchauffement climatique, explosion des inégalités, épuisement des ressources, destruction des écosystèmes, déplacements de population...

Malgré ces faits et la connaissance de leurs causes, notre modèle de société ultra libérale ne souffre d'aucune remise en question, érige la course au profit en norme, l'esprit de compétition et de concurrence en valeurs et les distille dès la petite enfance, afin de préparer les individus à s'y adapter. Dès lors, les solutions viennent d'un changement de paradigme, bâti sur la recherche de l'intérêt commun, où l'individu s'efface au profit du citoyen. Mais cette citoyenneté n'est pas innée, elle s'apprend, se construit et se nourrit tout au long de la vie. Elle nécessite d'acquérir et de développer des compétences qui vont au-delà de la didactique

que développe l'École : pensée critique, créativité, capacités collectives, sociales, émotionnelles... Et donc de penser l'éducation globale des individus dans cette perspective transformatrice et citoyenne : apprendre à vivre et faire ensemble, à agir en solidarité, apprendre à penser et comprendre le monde dans toute sa complexité, apprendre l'altérité.

L'éducation populaire s'inscrit dans cette vision, en développant des approches qui favorisent les dynamiques collectives et coopératives, nourrissent la compréhension critique de la société, et amène les individus à être les acteurs

de leur transformation et de leur émancipation.

Il est ainsi fondamental pour l'avenir de notre planète, de mieux conjuguer éducation formelle et éducation populaire et de décloisonner les approches et les espaces éducatifs, pour aller vers une véritable éducation à la citoyenneté et au développement du pouvoir d'agir collectif.

Pour répondre à ce défi, l'École doit encore mieux s'ouvrir aux pédagogies coopératives, au développement durable, aux partenariats éducatifs, tout en donnant réellement les moyens à l'éducation populaire d'agir en complémentarité, dans la formation des citoyen.ne.s. ■

Éducation à la citoyenneté mondiale

COMPRENDRE ET AGIR EN CITOYEN.NE DU MONDE

Acteur historique d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI), Solidarité Laïque a contribué récemment à l'argumentaire « Renforcer l'engagement citoyen pour la transition écologique, solidaire et démocratique en France et dans le monde à horizon 2030 - Le rôle essentiel de l'ECSI »^[1], porté par le groupe de concertation national de l'ECSI, réunissant pouvoirs publics, associations et collectivités territoriales.

UN PUISSANT OUTIL ÉDUCATIF ET POLITIQUE

« *Processus éducatif de long terme visant à accroître la connaissance par tous les individus, notamment les plus jeunes et les publics les moins convaincus des enjeux du monde contemporain et de ses interdépendances* », l'ECSI ou « éducation à la citoyenneté mondiale » (Europe, UNESCO) est incontournable pour permettre une compréhension systémique des crises que nous traversons et accompagner les nécessaires transitions. Informative, réflexive, elle n'en est pas moins un outil très concret d'engagement individuel et collectif. **Elle agit au plus près des citoyen.ne.s dans les territoires, renforce le lien et la cohésion sociale, construit des alternatives pour un monde plus juste, plus responsable et fait émerger de nouvelles politiques publiques.**

TROP SOUVENT MIS EN « CASES »

Aujourd'hui encore, l'ECSI est souvent réduite au champ « scolaire » ou à une dimension purement internationale. Ses apports dépassent pourtant largement le cadre scolaire et éducatif, même si elle s'y déploie toujours naturellement et de plus en plus en cohérence avec l'Éducation au Développement Durable (EDD), dont elle est une composante pour le Ministère de l'Éducation nationale ou l'Éducation à l'Économie Sociale et Solidaire (EESS). Elle concerne aussi bien les éducateurs.trices, les jeunes, que les citoyen.ne.s. Elle lutte contre les idées fausses, la désinformation, s'incarne dans des campagnes de mobilisation citoyenne, des actions de plaidoyer sur des enjeux connectés (la justice sociale, la paix et la bonne gouvernance, l'accueil digne des migrant.e.s) comme des actions de

sensibilisation ou de formation au sein des entreprises, auprès de consommateurs.trices, etc. L'ECSI, historiquement fille de la solidarité internationale, met en résonance les enjeux et solidarités entre le local et l'international et concerne plusieurs politiques publiques.

Avis aux détracteurs : si l'intérêt des citoyens pour la solidarité « à dimension » internationale est toujours vif, il n'est pas uniquement porté par des réflexes de peur, de réponses aux crises mais également par des valeurs positives : le pouvoir d'agir, la fraternité, l'engagement... C'est notre travail d'éducateur à la citoyenneté mondiale de chaque jour. ■

[1] <https://www.solidarite-laique.org/pro/actualite/le-role-essentiel-de-leducation-a-la-citoyennete-et-a-la-solidarite-internationale/>

LES JEUNES NE SONT PAS LES VICTIMES DES CRISES, ILS EN SONT LA SOLUTION !

Les jeunes nous appellent à les écouter, à tenir compte de leurs aspirations mais aussi d'un vrai diagnostic vécu dans leurs environnements. Pensons par exemple aux marches scolaires et étudiantes pour la justice climatique, ou à la soif démocratique des jeunesses des printemps arabes.

En tant qu'éducateurs, nous devons questionner continuellement nos approches ; c'est en appréhendant et en construisant ensemble de façon inclusive que l'on apprend mutuellement. Comment construire des solutions globales, à partir d'actions locales, en intégrant pleinement la jeunesse ? Comment éduquer à un monde interconnecté, en partant du vécu et des représentations de la population la plus « immergée » dans ce quotidien ? **Les jeunes, citoyen.ne.s à part entière, portent un regard critique sur le présent et manifestent leur désir de construire le monde d'aujourd'hui, en le rendant viable demain. Ils sont la solution aux crises. Alors accompagnons les, donnons-leur les moyens de se projeter !**

NOUS AVONS TANT À PARTAGER AVEC EUX POUR APPRENDRE D'EUX.

Apprendre entre les générations permet de combler des lacunes culturelles, contextuelles voire des barrières de mobilité. La crise de la COVID-19 nous l'a montré dans nos actions de solidarité locales : les jeunes se sont mobilisés pour leurs aînés.

Dans le cadre du Programme Jeunes des 2 Rives, cela a été flagrant avec au Maroc la continuité des activités éducatives autour de l'action « Confinés mais actifs », portée par notre partenaire Migrations et Développement. Kenza Najj, psychologue qui animait des groupes de parole auprès de jeunes engagé.e.s, a pu constater une « inversion générationnelle » : les plus âgés devenant plus « vulnérables », les plus jeunes ont endossé de nouvelles responsabilités, bousculant de façon inédite certaines traditions, comme le rôle de chacun au sein des familles, l'autorité des plus anciens et même le rapport au savoir, avec des jeunes plus « sachants » sur la pandémie, les consignes sanitaires et bien sûr la maîtrise des outils numériques. Ils ont la légitimité de mieux comprendre les changements et les évolutions que portent nos sociétés ; nous devons reconnaître leur capacité à transmettre cette connaissance du monde actuel.

CONSIDÉRER LES JEUNES COMME DES ACTEURS DE TRANSFORMATION À PART ENTIÈRE EST UN CHEMIN D'APPRENTISSAGE RÉCIPROQUE ET INTERGÉNÉRATIONNEL.

Cette dynamique de mentorat, de participation inclusive jusqu'à l'apprentissage mutuel ne fait pas encore partie de nos manières éducatives de faire, mais elle emprunte pourtant à l'éducation populaire coopérative. **Il ne suffit pas de « donner la parole » aux jeunes, il faut se mettre en capacité de les écouter et leur donner un véritable rôle en ayant conscience que notre place d'adulte sera amenée à bouger, qu'il faudra bousculer des habitudes, renoncer aussi à une part de soi (savoir, autorité, ...).**

Solidarité Laïque se mobilise dans tous ses programmes pour un pré-requis : la reconnaissance et la place des jeunes dans les espaces de concertation, de décision et la préfiguration des politiques publiques. Mais de quels jeunes parlons-nous ? Les études nous montrent que selon les profils socio-économiques, certains seront toujours moins favorisés pour accéder à plus de considération dans leur parole ou contribution citoyenne. Tout comme l'accès à l'engagement associatif qui passe par le changement de regard porté par les adultes mais aussi par les cadres et structures associatives elles-mêmes. Si le risque, ici en France, est de perdre la conscience d'inclure la jeunesse dans les espaces de concertation ou dans nos gouvernances ou au contraire, de trop « l'institutionnaliser », ailleurs leur isolement est réel.

L'Afrique subsaharienne recense la moitié de la jeunesse du monde ; malgré ce poids démographique, les jeunes sont sous-représentés voir exclus des espaces de prises de décision



© Shutterstock

et leur potentiel d'influence ne peut s'exercer sur les objectifs de développement durable. Pourtant, ils sont au cœur des défis mondiaux. Les barrières historiques qui continuent de peser sur eux dans le monde sont enracinées dans un mépris systémique et culturel, tantôt colonialiste tantôt patriarcal, qui empêche leur participation véritable. **Pour autant dans nos Laboratoires d'innovation sociale en Afrique de l'Ouest, dans le mouvement mondial de la Campagne pour l'éducation, nous pouvons témoigner de la résilience et de la force des jeunes à travers le monde, en première ligne pour revendiquer des sociétés justes et un accès égal à une éducation de qualité pour tous.**

Les jeunes doivent pouvoir construire leurs propres parcours dans le champ de la citoyenneté, de la solidarité. Pour cela, nous devons renforcer leurs capacités à transformer leurs idées en initiatives durables, partagées au-delà de leur cercle. Nous devons encourager l'émergence et soutenir les jeunes « leaders », les jeunes chercheur.e.s. **Réciproquement, il faut aussi former les adultes, les éducateur.trices à porter ces processus inclusifs, participatifs. C'est une manière de redistribuer « le pouvoir » et cela interroge foncièrement le « comment (s) éduquer ensemble ».** ■

INTERVIEW

L'ÉCOLE REPUBLICAINE, OUTIL D'ADAPTATION AUX TRANSITIONS ET CRISES ACTUELLES OU FUTURES.

En quoi la COVID-19 a-t-elle révélé une certaine fragilité de l'éducation en France ?

Nous avons pressenti, à partir du mois de mars 2020, qu'une catégorie d'élèves allait être davantage pénalisée par la crise sanitaire et, sans surprise, ce sont les mêmes qui, déjà en difficulté dans notre système éducatif, ont été concernés. Ce sont les élèves qui n'ont pas la réussite scolaire en héritage, parce que le hasard de la naissance les a placés dans des foyers où il n'y a pas tout l'environnement éducatif, rampe de lancement vers la réussite scolaire. Quand on vit dans un habitat collectif, avec beaucoup de frères et sœurs, avec ses parents et parfois même avec ses grands-parents, quand on n'a pas un espace pour travailler, quand on n'a pas une connexion Internet avec un ordinateur, quand on est privé de la cantine, les chances de réussite éducatives échappent encore plus qu'habituellement.

La crise de la COVID-19 a jeté une lumière crue sur ces inégalités préexistantes, un peu comme quand on fait de la photo argentique et que l'on met un papier blanc dans un bain qui s'appelle le révélateur... Le révélateur ne crée rien, mais il met en évidence une situation antérieure que la crise a révélée : une pauvreté criante qui amenuise les chances de réussite scolaire. Désormais, plus personne ne peut le contester. L'égalité d'accès au droit à une éducation de qualité reste à conquérir dans notre pays, où l'égalité est pourtant affichée sur tous les frontons des édifices publics. C'est un crève-cœur, mais c'est aussi un crève-république.

**DES SITUATIONS
D'APARTHEID SCOLAIRE
EXISTENT DANS NOTRE
PAYS ET ON A L'IMPRESSION
QUE TOUT CELA PASSE EN
DESSOUS DES RADARS.**

L'éducation permet-elle de combler les différences socio-économiques et de lutter contre les séparatismes de la pensée en France ?

De timides initiatives ont été mises en œuvre pour essayer de gommer cela. Ce n'est certainement pas suffisant puisque, pour s'attaquer à la pauvreté, il faut, au-delà des intentions, de



Rémy-Charles Sirvent, secrétaire national du Syndicat des Enseignants de l'Union nationale des syndicats autonomes (SE-Unsa) « Laïcité, école et société » et secrétaire général du Comité National d'Action Laïque.

l'argent et je ne citerai qu'un chiffre : le niveau maximal des bourses en collège est de 450 € par an. Comment fait-on, ne serait-ce que pour se nourrir, payer une connexion ? À moins de considérer que la pauvreté est une honte, un effort considérable doit être fait. C'est le principal enseignement de la crise sanitaire.

L'accent doit être mis sur l'éducation publique et sa gratuité. Pour cela, il serait utile de former les enseignants et personnels éducatifs aux problématiques liées à « l'argent » à l'école. Cela interroge quand on demande toujours un peu d'argent pour les sorties, pour la photo, etc. Parfois, ces micros sommes mettent en difficulté les familles les plus vulnérables. Pour que l'école publique soit vraiment dans son rôle, il faut qu'elle tende vers la gratuité la plus totale. Elle doit dispenser des enseignements qui suscitent la raison. Ça s'appelle l'école laïque, c'est-à-dire que les croyances sont prises en compte et confrontées aux connaissances. Il n'y aura jamais de frontières étanches.

L'École et l'Éducation doivent former à la citoyenneté. Il faut dégager des espaces pédagogiques pour que les élèves choisissent, votent, mènent à bien des projets. Développer des espaces de co-responsabilité, de co-souveraineté, est un rempart naturel contre les pouvoirs autoritaires, contre les extrémismes, contre l'extrême droite. Au-delà de la transmission, de l'apprentissage, des acquisitions scolaires, l'école publique, par sa

gratuité, par sa laïcité, en se fondant sur la raison et en développant la citoyenneté, doit demander toute l'attention des pouvoirs publics.

**IL FAUT PERMETTRE
AUX ÉLÈVES DE VOTER,
DE DÉCIDER, DE PENSER
ET DE CHOISIR
LIBREMENT ENSEMBLE.**

La mixité sociale n'est-elle pas une réponse adéquate ?

On sait que la mixité est un puissant levier de réussite scolaire. Des situations d'apartheid scolaire existent dans notre pays et on a l'impression que tout cela passe en dessous des radars. L'échec répété et cumulatif des catégories les plus populaires aura des conséquences politiques. S'il y a des paradis fiscaux, il y a aussi des enclaves scolaires où l'on sait qu'en payant une somme modique on fera éviter à ses enfants toute mixité sociale. Tout est à la disposition de ceux qui ne veulent pas mélanger leurs enfants avec les enfants des autres. Ce n'est plus une question scolaire, c'est une question de survie démocratique.

Ce sont les pouvoirs publics qui doivent organiser ça. Et on s'aperçoit que, finalement, la séparation des jeunes de notre pays est à l'œuvre. Fernand Braudel indiquait, en 1987, que la France était des France différentes cousues ensemble. C'est à l'éducation de tisser les fibres de ce fil pour réunir les France différentes, à condition qu'une majorité de personnes, dans notre pays, y consentent.

Il faut conjuguer, dans l'accès à une éducation de qualité, l'acquisition de savoirs scolaires à la recherche d'égalité, à la conquête de la liberté de conscience par la capacité à s'émanciper. Heureusement l'immense majorité des enseignants est au travail. Il faut permettre aux élèves de voter, de décider, de penser librement ensemble, de choisir librement ensemble. Ce sont les bases de la direction que devrait prendre l'École républicaine, à condition que les enseignants soient aidés, accompagnés, valorisés, dans la création de ces espaces pédagogiques. ■

Interview intégrale sur www.solidarite-laique.org/

France - Saint-Martin **LE SPORT ET LA CULTURE, VECTEURS D'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ**



100 enfants ont participé à la rencontre "Boxer ensemble !" venant de 8 écoles élémentaires, 1 collège et 2 classes Uli.

Le 23 juin 2021, dans le cadre de la Journée olympique et paralympique à Saint-Martin, la rencontre « Boxer ensemble ! », manifestation sportive et culturelle inter écoles, mixte et inclusive, a réuni des élèves de CM1-CM2, autour de la boxe éducative. En complément des phases d'assaut, ils ont pu échanger en visioconférence avec Jean-Marc Mormeck, 6 fois champion du monde de boxe (questions réponses sur sa carrière, son rapport au sport...) et présenter leurs réalisations artistiques (arts plastiques, déclamations, chants, danse...).

Depuis le passage de l'ouragan Irma en 2017, Solidarité Laïque, en partenariat avec l'association

de coordination USEP Îles du Nord, le club ABC Intersport Boxe et avec le soutien de la Fondation de France et la Fondation UP, soutient les éducateurs, éducatrices et les enfants qui se sont retrouvés sans école. « Boxer ensemble ! » permet d'organiser des activités éducatives et sportives, tout en renforçant le vivre ensemble sur un territoire fragilisé par les crises climatiques, sociale et sanitaire. Autour de la boxe éducative, ce programme fait le pont entre la classe et le quartier, entre l'école et l'environnement proche. Il permet aux parents, aux associations, aux clubs sportifs d'entrer en relation avec l'école pour créer de la synergie. ■

France **DES VACANCES POUR PERMETTRE AUX FAMILLES DE SOUFFLER**

Cette année, au bout d'une série de multiples confinements, reconfinements, couvre-feu et autres assignations à rester enfermé, nous avons enregistré un pic de demandes de départs en vacances de la part de familles plus que jamais fragilisées.

Fort de son réseau de porteurs de projets toujours aussi mobilisé (délégués départementaux de Solidarité Laïque, centres sociaux, associations...) et du soutien de l'Agence Nationale des Chèques Vacances (ANCV), Solidarité Laïque n'avait jamais soutenu autant de départs de-

puis le lancement du Programme "Vacances et Insertion" en 1984.

À mi-campagne 2021, près de 500 familles avaient déjà pu être accompagnées via ce dispositif.

L'accès aux vacances est un outil précieux à la fois d'aide aux familles et de réponse aux problématiques de soutien à la parentalité, de répit parental et des aidants. Le temps des vacances est un temps de réparation des corps et des esprits face aux effets délétères des crises (sociales, sanitaires, économiques...).



© Solidarité Laïque

Tunisie **LE PARTAGE D'EXPÉRIENCES POUR DÉFENDRE ET PROMOUVOIR LA LAÏCITÉ**

Le séminaire « Croisons nos regards sur la laïcité » s'est tenu le samedi 26 juin 2021 à l'auditorium de l'Institut Français de Tunisie.

À cette occasion, des acteurs de la laïcité ont notamment pu partager leurs regards autour d'expériences des pays (Maroc, Algérie, Liban, France) et mener des échanges-débats constructifs (« L'ambiguïté conceptuelle et la laïcité », « La laïcité et la construction des identités », « Comment la laïcité contribue-t-elle au renforcement des droits humains et des libertés individuelles ? À l'égalité de genre ? Et à l'éducation ? »).

Cet événement également relayé en ligne, a été organisé par Solidarité Laïque Tunisie-Méditerranée, en partenariat avec l'Association Lam Echamli, l'Association Tunisienne de Droit Constitutionnel, la Ligue Tunisienne de l'Éducation (LTE), Article 19, l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD), Association Citoyenneté et Liberté Djerba (ACL), Mawjoudin We Exist, Association Beity, ADO+, la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), la Ligue de l'Enseignement, Solidarité Internationale LGBTQI (SIL) et avec le soutien de l'Institut Français de Tunisie (IFT). ■



Une collecte de
fournitures pour agir
et sensibiliser

La Rentrée Solidaire

avec les enfants du Liban

www.rentreesolidaire.org

@solidLaique
#RentréeSolidaire



**Solidarité
Laïque**



BON DE SOUTIEN

(À retourner dans l'enveloppe-réponse jointe ou à Solidarité Laïque 22 rue Corvisart 75013 Paris)

AVANTAGES FISCAUX

DON 50 € **DÉDUCTION** 33 € **COÛT RÉEL** 17 €

**66%
DE DÉDUCTION
FISCALE**

Je recevrai le reçu fiscal me permettant une déduction d'impôts de 66 %, soit les deux tiers de ce montant, mais donnant à l'association la possibilité d'agir 3 fois plus qu'il ne me coûte.

Les informations collectées sont enregistrées par Solidarité Laïque à des fins de gestion interne, pour répondre à vos demandes et faire appel à votre générosité. Ces données sont communiquées à nos services habilités à les traiter et conservées pendant la durée nécessaire aux finalités précitées.

Si vous ne souhaitez pas que votre adresse soit échangée veuillez cocher la case ci-contre

Pour faire valoir vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation et de portabilité conformément à la réglementation en vigueur, merci de contacter Solidarité Laïque par téléphone 01 45 35 13 13, par email info@solidarite-laique.org ou par courrier 22 rue corvisart, 75013 Paris. Vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

OUI j'aide Solidarité Laïque à développer ses programmes éducatifs en France et dans le monde. **Je fais un don de :**

20 € 50 € 100 € 200 € _____ €
À ma convenance :

Veuillez trouver ci-joint mon versement par chèque à l'ordre de **Solidarité Laïque**.

► Merci de m'envoyer à l'adresse ci-dessous le **reçu fiscal** me permettant de déduire de mes impôts **les deux tiers** de ce montant.

Mme Mlle M

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : [] [] [] [] [] [] VILLE : _____

Je souhaite recevoir la newsletter Internet de Solidarité Laïque.

Courriel (Facultatif) : _____ tél. : _____